

CONGO



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3258 - MARDI 3 JUILLET 2018

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CENTRAFRIQUE

Les évêques déplorant la recrudescence des violences



Le cardinal dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui (DR)

Les évêques ont déploré, le 30 juin, l'assassinat de l'abbé Firmin Gbagoua, vicaire général du diocèse de Bambari. La recrudescence de la violence est constatée ces dernières semaines au centre de la Centrafrique, en dépit des accords signés avec les groupes armés.

Les prélats catholiques du pays se disent toujours inquiets par la multiplication des actes criminels et meurtriers à Bambari, Ndélé et dans la région de Kaga-Bandoro. Au même moment, on signale la poursuite des combats entre des membres de deux groupes armés et des miliciens dits « d'autodéfense » antibalaka au nord, près de Mbrès, dans la région de Kaga-Bandoro.

Page 9

HÉMORRAGIE APRÈS
ACCOUCHEMENT

Ocytocine pourrait soulager et sauver des milliers de femmes

Page 7

EDITORIAL
PASSAGE

Page 2

ÉDUCATION

Vers la mise en place des annuaires statistiques scolaires

Dans l'objectif de constituer un annuaire des données statistiques scolaires au Congo, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a lancé hier, avec le soutien de la Banque mondiale, une campagne de collecte des données au titre de l'année scolaire 2017-2018.

La campagne s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased), cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale pour un montant global de soixante-dix millions de dollars.

« À la différence de la collecte des données statistiques antérieures ayant pour support de collecte le papier, l'enquête actuelle innove en utilisant les tablettes Android pour l'ensemble des opérations », a précisé le coordonnateur du Praased, Calixte Kolyardo.

Page 3



Les enquêteurs/Adiac

FINANCES PUBLIQUES

Introduction d'un nouveau logiciel de la paie des salaires et pensions



Les participants lors de l'atelier dédié au HR-Payroll (Adiac)

Le système intégré de gestion de la paie des fonctionnaires et des retraités de la Fonction publique vient d'être approuvé, au terme d'un atelier ayant permis la validation du mode de sécurité, de couverture fonctionnelle et du contrôle budgétaire.

Ce dispositif informatique, initiative du ministère des Finances, vise à assainir le fichier solde de l'Etat, en vue de la maîtrise des effectifs du personnel civil et militaire pour mettre un terme aux paiements des fonctionnaires fictifs.

Page 2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le personnel de l'Université Marien-Ngouabi menace d'aller en grève

Le Collège intersyndical de l'Université Marien-Ngouabi a annoncé, le 30 juin, l'intention du personnel d'aller en grève au cas où le gouvernement ne prendrait pas en compte ses revendications, notamment le respect du protocole d'accord, la concomitance dans le paiement des salaires avec les autres agents de l'Etat, la régularité du versement de la subvention de fonctionnement et le paiement des heures diverses dues.

Les syndicalistes ont également rappelé que les travailleurs totalisent, à ce jour, six mois de salaires impayés, au titre des années 2017 et 2018.

Page 3

EDITORIAL

Passage

Il n'est évidemment pas facile de passer d'un système économique dans lequel l'Etat, les administrations, les services publics, les entreprises nationales sont aux commandes et dans lequel le secteur privé, c'est-à-dire les acteurs économiques, est relégué de facto à l'arrière-plan, de passer donc à un système économique dans lequel ces mêmes acteurs deviennent le véritable moteur de la croissance, de la prospérité collective. Bien d'autres pays en ont fait l'expérience avant nous, notamment la Russie et les pays de l'Europe de l'Est qui ont misé sur le communisme avant de sombrer dans une crise politique, sociale dont elles ont payé le bilan négatif au prix fort avant de se rallier au libéralisme.

Certes le Congo s'est débarrassé depuis longtemps du carcan économique dans lequel la conception marxiste de la société adoptée quelques années après son accession à l'indépendance l'avait enfermé. Mais il n'a pas encore fait siennes toutes les règles qui régissent l'économie de marché et qui s'imposent désormais sur les cinq continents, y compris dans des pays comme la Chine qui ont fait de l'initiative privée l'un des principaux ressorts de leur émergence. D'où cette idée, déjà exprimée ici sous d'autres formes, selon laquelle tout doit être mis en œuvre désormais pour que le secteur privé bénéficie de toutes les attentions de la puissance publique.

Passer d'un système économique où l'Etat tenait les manettes à un système ouvert, décentralisé, fondé sur l'engagement individuel ou collectif dans lequel les citoyens deviennent le véritable moteur de l'avancée économique, donc de l'émergence, n'est assurément pas facile. Mais si ce schéma, qui se trouve au cœur du programme de «rupture» sur lequel le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso s'est fait réélire il y a deux ans, est appliqué l'on peut être certain qu'en quelques années le Congo s'affirmera comme l'un des pays les plus dynamiques, les plus attrayants du continent africain.

Il revient au gouvernement de la Nouvelle République de poser dès maintenant les règles qui permettront à notre société de franchir ce pas décisif et de répondre ainsi aux attentes d'une population jeune qui ne demande qu'à s'investir dans la construction d'un avenir fondé sur la liberté d'entreprendre et non plus sur l'assistance publique.

Les Dépêches de Brazzaville

FINANCES PUBLIQUES

Le nouveau logiciel de gestion de la paie bientôt opérationnel

La phase technique du Système intégré de gestion de la paie et des pensions (Payroll) est quasiment achevée, avec l'installation du mode de sécurité du fichier solde, de la couverture fonctionnelle ainsi que de l'intégration du contrôle budgétaire.



Les participants lors de l'atelier dédié au HR-Payroll (Adiac)

Le dispositif informatique qui a fait l'objet d'un atelier national du 27 au 30 juin, à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, permettra à terme à l'Etat d'assainir son fichier solde. Les progrès réalisés dans ce processus ont été présentés aux partenaires de la Banque mondiale, à l'issue de ces assises de quatre jours. En effet, la gestion des salaires et des pensions représente une part importante dans le budget de l'Etat. Le constat, cependant, est que le système de gestion mis en place ne répond pas aux attentes des bénéficiaires et n'est pas pour autant exempt de la fraude. C'est ainsi que le gouvernement a lancé le projet HR-Payroll censé traiter l'ensemble des opérations liées au fichier solde. Le projet HR-Payroll fait partie du

processus de modernisation du système d'information du ministère des Finances et du budget dont l'objectif est l'amélioration des recettes et la discipline de la dépense publique.

« Le chantier, du point de vue de développement de l'application, a été réalisé à 100% mais la reprise de données a été réalisée à 80%. Les 20% restants concernent les données stockées dans les bandes magnétiques présentant des problèmes de lecture », a indiqué Guy Noël Londongo, directeur des systèmes d'information.

Quant au dispositif de sécurité, le projet a été réalisé dans sa partie « cloisonnement » de la population. Le cabinet Popay, en charge de la conception du logiciel, a pu installer une nouvelle version 11i à la

R12 pour l'application et une autre version 9i vers 11g pour la base des données, a souligné Guy Noël Londongo.

En rappel, le projet HR-Payroll vise l'élaboration d'une base unique de données partagée par tous les acteurs; la maîtrise des effectifs civils et militaires de l'Etat; la clarification des procédures administratives et financières de gestion du personnel ainsi que la rationalisation de la gestion des dossiers et archives du personnel.

À cela s'ajoutent la mise à jour sécurisée pour limiter la possibilité des paiements injustifiés; la meilleure gestion des carrières et de recrutement; le renforcement des capacités des utilisateurs et l'intégration pour une prise en charge des retraités.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominiye Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubombé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengou
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Six grands défis à relever pour développer le secteur

Le ministre de tutelle, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a énoncé, le 30 juin à Brazzaville lors de la journée de la renaissance scientifique, quelques challenges qui occupent une phase décisive dans le développement de ce domaine.

Placée sous l'autorité du Premier ministre, Clément Mouamba, la journée de la renaissance scientifique a été célébrée sur le thème « La contribution de la science et la technologie au développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au Congo ».

Dans son message de circonstance, le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique a fait savoir que le Congo a réalisé des progrès considérables dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, grâce aux résultats de la recherche scientifique.

Ces exploits, selon Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, portent, entre autres, sur le développement et l'appropriation des techniques améliorées de production végétale ; des élevages non-conventionnels ainsi que des méthodes de lutte contre les principaux bioagresseurs des plantes cultivées.

Mais au-delà de tout, a-t-il expliqué, des défis majeurs sont encore de taille. Ils portent essentiellement sur l'élaboration de la stratégie et la politique de la science, la technologie et l'innovation avec l'appui de l'Unesco; la mise en œuvre du plan directeur de la recherche agricole avec l'appui de la FAO.

A ces engagements, doivent être ajoutés l'équipement des différentes structures de la recherche et de l'innovation ; l'amélioration de la condition sociale des corps de la recherche et l'innovation ; la dynamisation et le développement de la coopération scientifique et technique ainsi que le recrutement des jeunes chercheurs devant prendre la relève du secteur.

« Depuis deux décennies, le Congo s'est engagé dans la réforme profonde de son cadre institutionnel et de gouvernance des sciences, technologies et innovation. Cette démarche prospective et stratégique a abouti à la réforme du schéma institutionnel avec la création et l'opérationnalisation de quatre instituts nationaux de recherche. Il s'agit de l'Institut national de recherche agronomique, l'Institut national de recherche forestière ; l'Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles



Clément Mouamba (en tenue de chercheur) visitant les stands à la cité scientifique ex-Orostom/Photo Adiac

et celui de recherche en sciences de santé », a souligné Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou. D'autres centres de recherches, a précisé le ministre, sont en voie d'être construits en vue d'en faire des instituts nationaux de recherche.

Instituée au Congo depuis août 1977, a rappelé le ministre, la journée de la renaissance scientifique vise quelques objectifs fondamen-

taux. Il s'agit, entre autres, de donner à la science et à la technologie la place qu'elle mérite ; de défendre la science et la technologie et promouvoir les scientifiques de talent.

Lors des festivités, un focus a été organisé à l'occasion duquel plusieurs thématiques ont été développées par des experts et chercheurs congolais. Les principaux thèmes ont porté sur le rôle des

énergies renouvelables pour le développement de l'agriculture au Congo ; l'agriculture congolaise face aux effets des changements climatiques ; l'amélioration et la conservation de la fertilité des sols au Congo.

A cette occasion, le Premier ministre a primé vingt-six chercheurs qui se sont illustrés dans la recherche.

Firmin Oyé

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une menace de grève plane sur l'Université Marien-Ngouabi

Le Collège intersyndical a attiré, le 30 juin à Brazzaville, l'attention du gouvernement sur le risque de cessation de cours suite à la non prise en compte de ses revendications.

Les syndicats de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) ont demandé aux autorités le respect du protocole d'accord, la concomitance dans le paiement des salaires, la régularité du versement de la subvention de fonctionnement et le paiement des heures diverses dues. « Ainsi, si au 1er septembre 2018, la concomitance dans le paiement des salaires n'est pas actualisée et que le protocole n'est pas signé, le Collège intersyndical se réserve le droit de déclencher une grève générale illimitée », a notifié le communiqué de presse du Collège intersyndical de l'UMNG. Cette structure a fait observer également que les travailleurs de l'université totalisent six mois de salaires impayés, au titre des années 2017 et 2018.

Rappelons que le Collège intersyndical de l'UMNG est composé de trois organisations, à savoir le Syndicat national de l'université, le Syndicat des enseignants du supérieur et le Syndicat du personnel non-enseignant du supérieur. Il avait suspendu, le 6 janvier dernier, la grève déclenchée le 1er septembre 2017.

Fortuné Ibara

EDUCATION

Lancement de l'opération de collecte des données statistiques scolaires

La campagne qui se déroulera du 2 au 31 juillet sur toute l'étendue du territoire national vise à donner au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, à travers la direction des études et de la planification, des bases nécessaires pour la mise en place des annuaires statistiques au titre de l'année scolaire 2017-2018.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a lancé, le 2 juillet à Brazzaville, l'opération de collecte des données statistiques scolaires. Inscrite dans le cadre du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased), cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale (BM), cette opération est menée avec l'appui de l'Institut national de la statistique (INS). En effet, les 492 enquêteurs formés dans les cinq pôles, notamment Brazzaville et Pool ; Pointe-Noire et Kouilou ; Dolisie, Lékoumou, Niari et Bouenza ; Owando, Cuvette, Plateaux, Cuvette ouest et Sangha ; Likouala, sont déployés dans leurs zones d'origine. Ils vont rencontrer les chefs d'établissement avec la tablette numérique afin de collecter les informations qui seront par la suite traitées par l'INS.

Pour le coordonnateur du Praased, Calixte Kolyardo, l'objectif final est de leur donner la capacité de produire régulièrement des annuaires statistiques qui font défaut depuis quelques années dans le pays. En

effet, pour atteindre cet objectif de collecte de données et de production des annuaires statistiques, le Praased a signé un protocole d'accord avec l'INS, couvrant les trois secteurs de l'éducation dont le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation. S'agissant de l'appui de l'INS, il comprend, entre autres, la finalisation des supports de collecte (questionnaire). Ainsi, cinq types de collectes ont été mis en place : la collecte des données de l'alphabétisation non formelle, des écoles primaires, les CEG, les lycées d'enseignement général, la petite enfance.

« À la différence de la collecte des données statistiques antérieures dont le support de collecte fut le questionnaire papier, l'enquête actuelle innove en utilisant pour toutes les opérations la tablette de type Android. Le questionnaire papier d'hier a été intégré dans la tablette sous forme d'une application par l'INS et les formations organisées à l'intention des enquêteurs sur tous les pôles ont été centrées sur le maniement de cet

outil », a conclu Calixte Kolyardo, précisant que le GPS permettra de situer chaque école dans l'espace et savoir où se trouve chaque enquêteur.

Préserver les outils mis à la disposition des enquêteurs

Lançant la campagne, Anatole Collinet Makosso a rappelé l'importance des statistiques scolaires dans le pilotage du système éducatif. Elles permettent, selon lui, d'avoir des données, des chiffres et des indicateurs pour mesurer la performance de l'école congolaise et pour planifier les actions futures. Il s'agit de la composante trois de la Stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025, portant sur la nécessité de rendre efficace la gestion du système éducatif. « Au moment où le gouvernement réaffirme sa détermination à accorder une place de choix au secteur de l'éducation, en vue d'un meilleur investissement sur le capital humain, il nous appartient de mettre en place un ensemble de mesures et d'instruments permettant d'améliorer l'équité, l'efficacité, l'efficience et la transparence dans la gestion des dépenses publiques de l'éducation afin d'assurer une bonne gouvernance scolaire », a précisé le ministre, se félicitant de l'appui multiforme que la BM apporte au gouvernement à travers le Praased. Le ministre a également indiqué que

malgré la volonté du gouvernement d'accorder la priorité à l'éducation, le pays a éprouvé quelques difficultés dans la planification des activités de l'école et la bonne gestion des ressources financières, matérielles et humaines, à cause du manque des annuaires statistiques scolaires. S'adressant aux enquêteurs, il leur a demandé de réaliser leur travail comme il l'ont appris pendant les dix jours de formation. « En effet, une donnée manquante peut-être à l'origine d'une décision publique non prise à temps ou mal faite. Vous êtes donc les piliers des politiques éducatives de demain en matière de constructions scolaires, de recrutement des enseignants, de dotation des écoles en manuels scolaires et en tout autre équipement pédagogique. Votre responsabilité est très grande puisque vous ne pouvez imaginer pour collecter le maximum de données. Au-delà du maniement de la tablette, une autre responsabilité importante vous incombe, celle de préserver les outils mis à votre disposition », a souligné Anatole Collinet Makosso, rappelant que les tablettes serviront aux campagnes de collecte de données pour la production de l'annuaire 2018-2019.

Parfait Wilfried Douniama

ENTREPRENEURIAT

La logistique et le management au cœur d'un forum à Brazzaville

La rencontre a été organisée, le 30 juin, par le cabinet Guelem consulting group, en vue de sensibiliser l'opinion aux deux concepts, considérés comme facteurs essentiels pour le développement du Congo.

Le forum spécial sur la logistique et le management a eu lieu dans le cadre des activités de la journée internationale des micro-projets, célébrée le 27 juin dernier. Il a réuni des chercheurs, des chefs d'entreprise relevant des secteurs public et privé, ainsi que des étudiants. Le but était d'éclairer l'opinion sur la problématique des deux domaines, présentés comme facteurs déterminants et fondamentaux dans le processus de développement économique du Congo.

Ainsi, pour mieux persuader et susciter la compréhension de l'auditoire sur le concept logistique, le promoteur de ce forum, Jean-Claude Saturnin Ntari, a fait savoir que cela sous-entend une fonction dont la finalité est la satisfaction des besoins exprimés ou latents, l'atteinte des meilleures conditions pour l'entreprise et aussi pour un service déterminé.

« La logistique fait appel à plusieurs métiers et savoir-faire qui concourent à la gestion et à la maîtrise des flux physiques d'informations. La clef du développement, c'est l'aptitude au développement, c'est-à-dire le logiciel mental. Orientez votre logiciel mental vers l'entrepreneuriat, ce n'est que de cette manière que vous contribuerez au développement du Congo », a indiqué Jean-Claude Saturnin Ntari.

Lors de ce focus, une causerie-débat a été organisée au cours de laquelle six thèmes ont été développés par des spécialistes du domaine. Ils ont porté, entre autres, sur le contrat d'assurance ; la logistique globale ; la gestion axée sur les résultats ; le management de la qualité ainsi que la technique des outils marketing appliquée sur la recherche de l'emploi.

Firmin Oyé

FORMATION QUALIFIANTE

Mille jeunes vont consolider leur savoir en techniques de vente

Des jeunes venus de tous les arrondissements de Brazzaville vont participer, pendant trois mois, à une formation certifiante en la matière.

La formation des mille jeunes en technique de vente est née du partenariat public-privé. Un accord à cet effet a été signé, le 2 juillet, entre le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, d'une part, et, d'autre part, la société de téléphonie mobile Airtel et l'Ecole africaine de développement (EAD). Les enseignements qui débiteront la semaine prochaine seront assurés sur le plan théorique par l'EAD et la partie pratique sera exécutée par Airtel Congo.

Cette société, engagée dans la formation des jeunes congolais depuis plusieurs années, apporte son expertise aux efforts du gouvernement qui milite pour l'adéquation formation et emploi.

Dans son mot de circonstance, le directeur de l'EAD, Isaac Alain Mougala Makita, a précisé que cette formation per-



Les officiels encadrés des jeunes (Adiac)

mettra à ces jeunes de se lancer dans le monde professionnel avec assurance, afin de réduire le chômage. « Cette formation vise l'acquisition de l'état d'esprit et la connaissance de la mercatique en maîtrisant le point de départ et l'aboutissement de l'action commerciale, l'intégration des différentes dimensions du produit, leurs incidences et leurs évolutions, la communication efficace. A l'issue de cette formation, ces jeunes seront capables de préparer la vente, de communiquer, d'argumenter, d'observer, d'analyser et de conclure un marché », a-t-il indiqué.

Le gouvernement a salué cette initiative qui honore le partena-

riat public-privé qu'il privilégie depuis plusieurs années. Selon le ministre de tutelle, Antoine Nicéphore Thomas Fylla de Saint-Eude, la population congolaise est majoritairement jeune. Cette couche sociale est ainsi exposée au chômage.

« Les entreprises installées au Congo font souvent appel à l'expertise étrangère plus qualifiée. Le gouvernement s'efforce de renverser la tendance, en procédant au partenariat public-privé », a ajouté le ministre.

Notons que l'activité s'est déroulée en présence des maires des différents arrondissements de la ville de Brazzaville.

Rude Ngoma

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

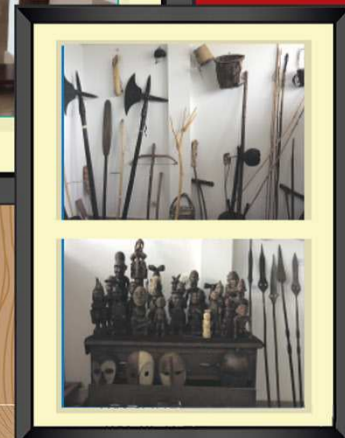
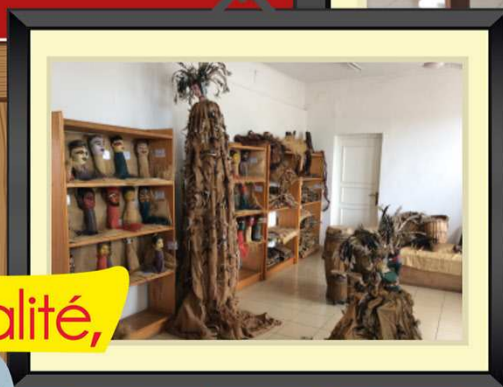
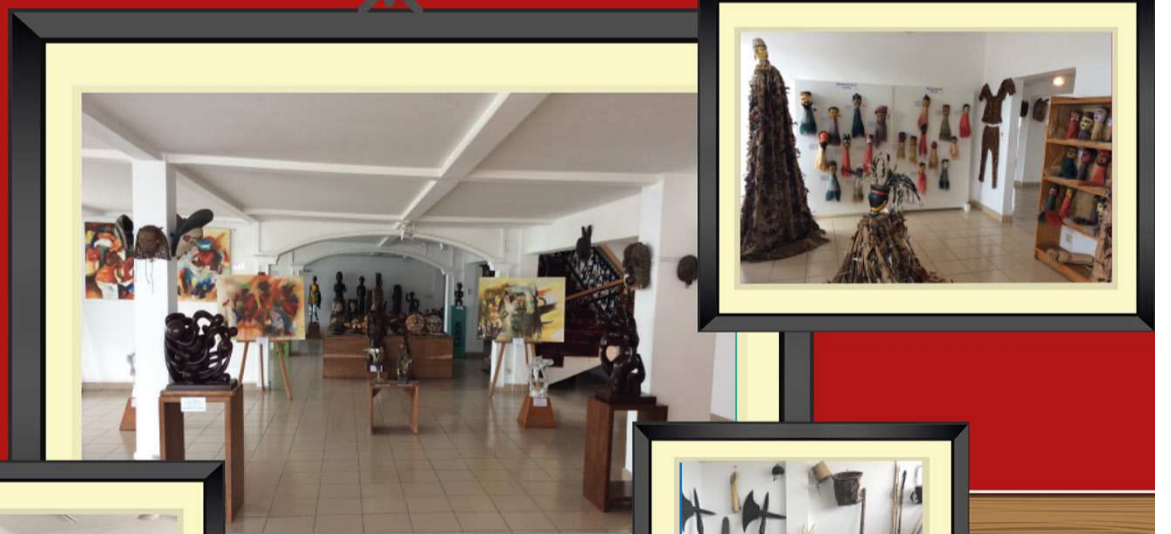
Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

MÉDIAS

Les journalistes se constituent en réseau pour des questions de santé

Le bureau exécutif du Réseau des spécialistes en communication sanitaire (Rescos) a été mis en place le 30 juin, à Brazzaville, à l'issue d'une assemblée générale organisée pour traiter des questions spécifiques en la matière.

L'objectif du Rescos est de former des communicateurs en matière de santé afin de leur permettre de relayer, dans leurs médias, des informations dans ce domaine.

Le bureau exécutif, composé de neuf membres regroupe aussi bien des journalistes des organes de presse publics que privés de la ville capitale. Le poste de la présidence est

assuré par Gertrude Goma Bayi de «Digital radio et télévision». Celui de vice-président revient à Fortuné Ibara du journal «Les Dépêches de Brazzaville».

L'équipe élue par l'assemblée générale a un mandat de deux ans renouvelable une fois. Elle est l'organe d'administration et de gestion.

Outre la mise en place du bureau, l'ordre du jour de l'as-

semblée générale a porté également sur l'amendement et la validation des statuts et du règlement intérieur.

Le document a fixé les règles d'organisation et de fonctionnement du réseau ainsi que les attributions de chacun des animateurs. Les modalités d'adhésion et les cotisations statutaires des membres sont aussi prévues dans ce docu-

ment. Après examen et discussion, les membres du réseau ont adopté le document après amendements.

Gertrude Goma Bayi, nouvellement élue à la présidence du Rescos, a indiqué que la tâche est immense. Les informations seront données conjointement avec le ministère de la Santé et de la population et l'Organisation mondiale de la santé partenaire du réseau. « *L'adhésion est ouverte à tout le monde, parce que l'objectif*

est de donner la bonne information de santé à la communauté », a-t-elle dit.

Notons que les travaux de l'assemblée générale ont été ouverts par le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio. Selon lui, le Congo s'engage dans l'intégration de la composante communication en santé dans toutes ses interventions.

Rappelant que la communication est une composante majeure dans les interventions sanitaires, Florent Balandamio a indiqué que donner l'information n'intervient pas seulement pour une visibilité événementielle mais également comme un instrument au service de la santé de la population. « *La communication constitue une intervention majeure pour la promotion de la santé et des soins préventifs comme la vaccination, l'hygiène et le dépistage. Elle occupe une place de choix dans la prévention et la prise en charge des catastrophes et des épidémies* », a indiqué le directeur de cabinet.

Lydie Gisèle Oko



Clément Mouamba (en tenue de chercheur) visitant les stands à la cité scientifique ex-Orostom/Photo Adiac



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001 /MPTEN/2018/UCP/CAB RECRUTEMENT D'UNE FIRME POUR L'ELABORATION D'UN PLAN DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES LARGE BANDE AU CONGO

PROJET DORSALE A FIBRE OPTIQUE D'AFRIQUE CENTRALE(CAB) - COMPOSANTE CONGO

Référence de l'accord de financement : 2000200000001

N° d'Identification du Projet : P- CG- GB0-002

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de développement (BAD) afin de couvrir le coût du projet Dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale (CAB), Composante Congo, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat d'une firme pour l'élaboration d'un Plan Directeur du développement des infrastructures large bande au Congo.

L'objectif global du projet CAB est de contribuer à :

- l'intégration régionale à travers la mise en œuvre d'interconnexions terrestres à fibre optique entre les pays d'Afrique centrale ;

- la réduction du coût élevé des télécommunications/TIC sur le climat des affaires dans la sous-région ;
- la création d'emplois grâce à l'effet catalytique des TIC sur tous les secteurs d'activité ;
- l'extension de la production des biens et services aux fins de l'avènement d'une industrie numérique dans la sous-région.

Les services prévus au titre de ce contrat consistent à mettre au point un véritable plan d'aménagement digital du territoire congolais afin de réaliser des infrastructures haut et très haut débit accessibles et de qualité au profit de l'administration, des individus et des entreprises tout en améliorant la connectivité nationale et internationale du pays.

Dans les grande lignes, le cabinet aura pour mission de :

- Analyser l'existant afin de s'enquérir de l'état actuel des réseaux haut débit et très haut débit sur l'ensemble du territoire congolais ;
- Elaborer une vision assortie d'un plan directeur pour le développement des infrastructures large bande; et
- Elaborer un plan d'actions et une classification du territoire national suivant les seuils de rentabilité et couplée avec les mécanismes de financement, de gouvernance, de suivi et de réalisation idoines.

Le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique (MPTEN) invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la Politique d'acquisition de la Banque Africaine de Développement en date d'octobre 2015 disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 9h00 - 16h00 GMT.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 20 juillet 2018 à 16h00 et porter expressément la mention «Avis de Manifestations d'Intérêt pour le recrutement d'une firme en charge de l'élaboration d'un Plan Directeur du développement des infrastructures large bande au Congo» ou transmis par mail à l'adresse ci-après :

Unité de Coordination du Projet CAB – République du Congo
À l'attention : M. Yvon Didier MIEHAKANDA,
Coordonnateur du projet CAB-Congo
Rue LOCKO Isaac, derrière l'ambassade des Etats Unis.
Tel : +242 06 835 00 41
Mail : contact@cabcongo.com;
omfnadin@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 02 juillet 2018

Yvon Didier MIEHAKANDA
Coordonnateur National du projet CAB-Congo



FORMATION QUALIFIANTE

Le Cami lutte contre les analphabètes du numérique

L'établissement scolaire a intégré l'enseignement du numérique dans ses diverses filières afin de former des citoyens qui ne soient pas exclus de la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le Centre d'application aux métiers de l'informatique (Cami) a opté pour diminuer le nombre d'analphabètes du numérique au Congo. Cette année encore, il a remis des attestations de formation aux apprenants au cours d'une cérémonie patronnée, la semaine dernière à Brazzaville, par le directeur départemental de la Formation qualifiante, Maximin Ngampika. « Cette année, la traditionnelle cérémonie de remise d'attestation aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ajoute une première génération des formés en développement Web avec cette cérémonie qui nous réunit ce jour. La toile mondiale est en train de se déployer sur toute l'étendue du territoire congolais, toute chose qui contribue à la vulgarisation de l'accès aux TIC et à leur usage éclairé, surtout pour la jeunesse. La tradition sera respectée avec l'objectif d'atteindre cinq mille

personnes formées en théorie et en pratique à l'usage des TIC », a indiqué, d'entrée de jeu, le coordonnateur du Cami, Arsène Vembé Moukouma.

En effet, a-t-il poursuivi, l'informatique est une science qui est présente dans beaucoup d'aspects de la vie de tous les jours. Tous les utilisateurs ont besoin d'un minimum de connaissances pour exploiter efficacement ces outils. Malheureusement, il existe un grand nombre de personnes qui sont totalement exclues de cette aventure numérique, parce

qu'elles ne possèdent pas d'ordinateur.

Aujourd'hui, a souligné Arsène Vembé Moukouma, on parle de « fracture numérique », d'illettrisme du XXI^e siècle » pour désigner cette exclusion bien réelle. Il est évident qu'une innovation scientifique et technologique n'est pas un progrès si elle exclut une part importante de la population, a-t-il reconnu. Il est donc devenu indispensable d'enseigner la science informatique à l'école et ses métiers qualifiants pour donner à tous le droit de comprendre

ce nouveau monde et le Cami, a renchéri son coordonnateur, l'a déjà compris par le truchement de son programme B2i.

« ... Le Centre d'application aux métiers de l'informatique est le vôtre... Enseignants, élèves, étudiants, autres professionnels du Congo, saisissez l'opportunité que nous lançons aujourd'hui en cette période des grandes vacances scolaires à nos programmes B2i, IMI et LVE », a invité le coordonnateur du Cami.

Cette formation qui prendra fin

le 30 septembre a pour thème « Nous vous ouvrons les portes de la formation informatique et ses métiers, et ne vous faites plus compter les bienfaits de la maîtrise de cet outil ».

Des projets présentés

Au cours de cette cérémonie, certains apprenants dont Ted Nzaba, David Ntantou, Précieux Meilleur Batoumeni et Richard Mouangha ont présenté trois projets, dont la création d'un site web pour le centre ; la création d'un calendrier du bureau Cami et la création d'un réseau local du ministère de l'Enseignement technique.

Remettant les diplômes aux apprenants de la bureautique niveau 1 ; de la maintenance niveau 2 et de l'infographie, le directeur départemental de la Formation qualifiante les a exhortés en ces termes : « Il n'y a pas de disposition prise pour que telle ou telle activité soit l'apanage des hommes, non ! Les femmes sont appelées également à mener ces activités... Tout comme, il n'y a pas de métiers salissants, mais plutôt ceux qui permettent de gagner sa vie... Nous soutenons la formation qui est donnée au Cami ».

Bruno Okokana



La photo de famille à l'issue de la cérémonie (Adiac)

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute deux (2) Gestionnaires Grandes Entreprises et un Caissier à Pointe Noire.

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception faite pour les jeunes détenteurs d'un Master2 (BAC+5) avec mention Bien ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, en Chine ou dans l'un des pays de l'OCDE;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Etre bilingue (anglais), une autre langue serait un atout non négligeable ;
- Etre disponible à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard 4 Juillet 2018.

NB : seuls les candidats (es) résidents à Pointe Noire seront présélectionnés (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT**PROFIL RECHERCHE :**

- Avoir au minimum un Bac + 3 en Banque et Assurance, en Finance et Gestion Bancaire, Gestion Financière et Fiscalité, Economie Monétaire et Financière ;
- Avoir d'excellentes aptitudes à la communication et au service à la clientèle, de solides compétences en mathématiques ;
- Savoir traiter et inscrire les opérations courantes des clients de la banque : recevoir des dépôts et des remboursements de prêts, encaisser des chèques, émettre des retraits d'épargne et enregistrer tous les dépôts effectués par les clients le jour même;
- Savoir effectuer des tâches spécialisées comme des traites bancaires et mandats personnels ou convertir des devises ;
- Savoir compter les espèces ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (le Chinois de préférence) ainsi qu'une (1) année d'expérience dans une institution financière de la place, dans la zone CEMAC, dans une coopérative d'épargne ou de crédit serait un atout;
- Etre disponible à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et organisé
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- CV accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs (le cas échéant)

Les dossiers de candidature devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard 4 Juillet 2018.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) résidents à Pointe Noire seront présélectionnés (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU

Le budget 2018-2019 s'élève à moins de sept milliards de dollars

Alors que la demande initiale du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, aux pays membres totalisait 7,268 milliards, un accord a été trouvé dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet au siège de l'organisation, à Washington, pour octroyer 6,8 milliards de dollars aux opérations de paix pour les douze mois à venir.

D'après un diplomate qui a requis l'anonymat, « un accord a été obtenu sur des coupes de cent vingt-deux millions pour un budget de 6,689 milliards de dollars ». Pourtant, l'année dernière, le budget adopté était de 6,8 milliards de dollars, auxquels avaient été ajoutés ultérieurement cinq cents millions pour les missions en Haïti et dans le Darfour. L'enveloppe totale était donc de 7,3 milliards de dollars.

Une fois approuvé par l'Assemblée générale, le nouveau budget, qui représente une centaine de millions de moins, permettra la poursuite des opérations onusiennes de paix dans le monde. Actuellement, l'ONU compte quelque cent mille Casques bleus opérant dans le monde, au sein d'une quinzaine de missions. Les missions les plus importantes et donc les plus coûteuses sont la Minus au Soudan du Sud, la Monusco en République démocratique du Congo et la Minusma au Mali, avec un coût pour chacune de plus d'un milliard de dollars.

Avant l'adoption du budget, les discussions ont achoppé sur la lutte en faveur des droits de l'homme et contre les abus sexuels au sein des missions de paix, deux grandes priorités d'Antonio Guterres, a confié un diplomate, précisant que certains participants ont cherché à diminuer les dépenses liées à ces questions. « Il semblerait que celles-ci demeurent limitées toutefois dans les domaines concernés (...). On a pu empêcher de nombreuses coupes dans les activités de protection des droits de l'homme et de lutte contre les abus sexuels », a-t-elle assuré. « Il reviendra au secrétaire général de gérer les coupes à faire » pour chaque mission, a précisé un autre diplomate, également sous couvert d'anonymat.

Notons que le budget de fonctionnement des Nations unies, adopté en décembre, est séparé du budget des opérations de paix qui, lui, fait l'objet d'une adoption en juin. Quant au budget des opérations de l'ONU proprement dit, les Etats-Unis, qui en sont le premier contributeur, payent 28,5% de son montant global. Mais depuis l'arrivée début 2017 de Donald Trump à la Maison-Blanche, Washington cherche à faire baisser sa part à 25%. Le gouvernement américain, qui espérait l'an dernier avoir un milliard d'économie dans ce cadre, n'avait obtenu qu'une réduction d'environ cinq cents millions de dollars facilitée par la fermeture de plusieurs missions, dont celles de la Côte d'Ivoire et d'Haïti.

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE LES HÉMORRAGIES APRÈS L'ACCOUCHEMENT

L'OMS annonce la découverte d'un médicament

Le produit, dénommé « Ocytocine », pourra soulager et sauver la vie des milliers de femmes issues des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire, notamment en cas de saignements excessifs.

Le médicament qualifié de premier choix par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour prévenir et réduire les cas de saignements exagérés après l'accouchement chez une femme est une nouvelle formulation née d'une étude réalisée plusieurs mois en collaboration avec MSD for mothers et ferring pharmaceuticals et qui a été publiée, le 30 juin.

Parlant de son efficacité qui dépendrait de son mode de conservation, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a précisé que l'Ocytocine doit être stockée et transportée entre deux et huit degrés Celsius, ce qui est difficile à faire dans de nombreux pays. C'est aussi ce qui justifie le fait que de nombreuses femmes ne puissent pas avoir facilement accès à ce médicament salvateur. Et lorsqu'elles arrivent à se le procurer, le médicament risque d'être moins efficace du fait de l'exposition à la chaleur. Surtout, dans les pays africains à température plus élevée.

Cependant, pour contrer l'inquiétude liée à la conservation de ce médicament, l'étude a prévu un autre médicament de remplacement, appelé la « Carbétocine thermostable », aussi sûr et effi-

cace que l'Ocytocine pour prévenir l'hémorragie du post partum. Cette nouvelle formulation de la carbétocine ne nécessite pas de réfrigération. Elle conserve son efficacité pendant au moins trois ans, notamment si elle est stockée à 30° Celsius et à 75% d'humidité relative.

Environ 60 000 femmes meurent chaque année d'une hémorragie du post partum

« C'est une avancée très encourageante qui pourrait révolutionner notre capacité à maintenir en vie les mères et les nourrissons », a assuré le responsable de l'OMS, avant de souligner que selon les statistiques, environ soixante mille femmes meurent chaque année d'une hémorragie du post partum, ce qui majore également le risque de voir leur enfant décéder dans le mois qui suit.

En effet, l'essai clinique le plus important de ce type de cas jamais mené portait, selon le directeur général de l'OMS, sur trente mille cas de femmes ayant accouché par voie vaginale dans dix pays, à savoir Afrique du Sud, Argentine, Égypte, Inde, Kenya, Nigeria, Ouganda, Royaume-Uni, Singapour et Thaïlande.

« La mise au point d'un médicament pour prévenir les hémorragies du post partum qui reste efficace dans des conditions chaudes et humides est une très bonne nouvelle pour les millions de femmes qui accouchent dans des régions du monde privées d'accès à une réfrigération fiable », a signifié le responsable du département Santé reproductive et recherche de l'OMS, Metin Gülmezoglu. Il a précisé que les prochaines étapes pour sa mise en œuvre concerneront l'examen réglementaire et son approbation par les gouvernants.

Notons que cette étude menée dans le cadre d'un accord de collaboration entre l'OMS et MSD for mothers et ferring pharmaceuticals est appelée essai Carbetocin HAeMorrhage Prevention. Elle a été financée par MSD for mothers alors que la carbétocine thermostable a été fournie par Ferring pharmaceuticals qui a mis au point ce produit à travers Novartis.

« L'essai ayant donné des résultats positifs, les parties prenantes vont maintenant s'efforcer d'améliorer l'accessibilité économique de ce médicament salvateur dans les pays à forte charge de mortalité maternelle », a conclu le directeur général de l'OMS.

Rock Ngassakys



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL AOI N° F005/PEEDU-FIAE POUR LA PASSATION DE MARCHES DE FOURNITURES DE PIÈCES DE RECHANGE POUR L'USINE D'EAU DE DJIRI A BRAZZAVILLE Emis Le : 29 Juin 2018



1. Le gouvernement de la République du Congo a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Extension en Zones périphériques et du renforcement du Service d'eau Potable à Brazzaville (PEPS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement, notamment le Fonds d'Investissement et d'Aide à l'Exploitation (FIAE) dont l'unité de coordination du Projet eau, Electricité et Développement Urbain est Maître d'Ouvrage délégué, sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de fourniture de pièces de rechanges pour l'usine d'eau potable de DJIRI

2. L'Unité de coordination du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture des pièces de rechange de l'usine de Djiri

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'unité de Coordination du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)

2ème étage du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier
B.P 2099 Brazzaville, République du Congo,
Tel: +242 05 556 87 87

E-mail: pedu_congo@yahoo.fr

et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à la même adresse de neuf (9) heures à quinze (15) heures, du lundi au vendredi.

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Document d'Appel d'Offres complet en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non rembour-

sable de Deux cent mille (200 000) FCFA. Le paiement devra être effectué uniquement sous la forme d'un versement au compte du PEEDU N° 30011 00020 90000130905 77 domicilié au Crédit du Congo agence de Brazzaville (Nom du bénéficiaire : PEEDU - BIC : BCMACGCG). Le Document d'Appel d'offres sera alors retiré au PEEDU contre remise d'un récépissé.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 23 Août 2018 à 12 heures.

7. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission, pour un montant de quatre millions (4 000 000) FCFA. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus, le 23 Août 2018 à 13 heures.

8. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Situation et performance financière basée sur les formulaires FIN3-1 et FIN 3.2
- Capacité technique basée sur le formulaire EXP 1

(Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées).

Le Coordonnateur du PEEDU

Maurice BOUESSO. /



Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

Tableau récapitulatif

Régime catégorie	Régime 4 ans		Régime 5 ans		Régime 6 ans	
	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit
A	50.000	5.271.000	40.000	6.754.000	33.000	8.221.000
B	60.000	6.330.000	48.000	8.105.000	40.000	9.965.000
C	80.000	8.441.000	64.000	10.807.000	54.000	13.452.000
D	100.000	10.551.000	80.000	13.509.000	67.000	16.691.000
E	120.000	12.661.000	96.000	16.211.000	80.000	19.929.000
F	140.000	14.771.000	112.000	18.912.000	94.000	23.417.000
G	160.000	16.881.000	128.000	21.614.000	107.000	26.665.000
H	180.000	18.991.000	144.000	24.316.000	120.000	29.894.000

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 22 281 25 88



bch@bch.cg

CENTRAFRIQUE

Les évêques préoccupés par la recrudescence des violences

En dépit des accords signés avec les groupes armés, les prélats catholiques du pays se disent toujours inquiets par la recrudescence des violences. De nouvelles attaques à Bambari, Ndélé et dans la région de Kaga-Bandoro ont fait plusieurs dizaines de morts ces dernières semaines.

Les évêques déplorent l'assassinat d'un prêtre, le 30 juin à Bambari, dans le centre de la Centrafrique. L'abbé Firmin Gbagoua, vicaire général du diocèse de Bambari, a été tué d'une balle dans l'abdomen, selon Uwolowulakana Ikavi, porte-parole de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca).

Au même moment, des combats se poursuivaient entre des membres de deux groupes armés et des miliciens dits « d'autodéfense » antibalaka plus au nord, près de Mbrès, dans la région de Kaga-Bandoro. Pour la porte-parole de la Minusca, ces combats entre d'une part, des membres du Front populaire pour la renais-

sance de la Centrafrique (FPRC) et du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) issus de l'ex-rébellion de la Séléka et, d'autre, les miliciens antibalakas, ont débuté le 22 juin.

« Les combats ont entraîné d'autres violences. Des maisons ont été brûlées et les Casques bleus ont été la cible d'attaques d'éléments armés », a-t-elle dit, ajoutant : « La situation dans la zone est très tendue ». Le démantèlement d'un barrage antibalaka par des éléments du MPC et du FPRC serait à l'origine de ces affrontements.

Le vice-président des évêques de Centrafrique, Mgr Nestor Désiré Nongo-Aziagbia, parle d'un as-



Le cardinal dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui (DR)

sassinat ciblé envers ceux qui dénoncent les groupes armés. « On sait bien que dans le message, on a été clair. On a accusé l'UPC au niveau de la ville de Bambari. La zone de la cathédrale est entièrement contrôlée par des éléments de l'UPC », a-t-il souligné.

L'ensemble des évêques de Centrafrique a condamné cette poursuite des violences lors de la conférence épiscopale qui s'est tenue la semaine dernière, à Bangui. Ces évêques estiment que l'amnistie n'a pas sa place dans la résolution du conflit. « L'amnistie

va créer d'autres crises à répétition et nous n'en voulons plus. Il faudra que justice se fasse et que l'Etat s'investisse dans la traque des criminels », a signifié Mgr Nestor Désiré Nongo-Aziagbia. Il a exhorté la population à ne pas rentrer dans la logique d'un conflit confessionnel.

Les combats et les violences sont presque quotidiens sur la quasi-totalité du territoire de la Centrafrique, sous la coupe de groupes armés et de milices qui y commettent de nombreuses exactions. En 2013, la chute du

président François Bozizé, renversé par l'ex-rébellion de la Séléka qui se proclamait protectrice des musulmans, avait entraîné une contre-offensive des milices antibalaka, prétendant défendre les non-musulmans.

Cinq ans après, les groupes issus de l'ex-Séléka et les milices antibalakas sévissent toujours et s'affrontent pour le contrôle des ressources de ce pays de 4,5 millions d'habitants classé parmi les plus pauvres au monde, mais riche en diamants, or et uranium.

Yvette Reine Nzaba

« L'amnistie va créer d'autres crises à répétition et nous n'en voulons plus. Il faudra que justice se fasse et que l'Etat s'investisse dans la traque des criminels »



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE / AFRIQUE / ASIE / MOYEN-ORIENT

Avec ou sans **dédouanement**

BRAZZAVILLE **KINSHASA**
POINTE-NOIRE **MATADI, BOMA**




Contact Paris : DJAMEL
☎ + 331 44 92 90 90 📠 + 336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya ✉ ttnplus wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie
☎ +242 06 605 91 69 ☎ +242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga
☎ +243 080 847 72 04



CONCOURS D'ENTREE 2018 AUX CLASSES RENFORCEES
DU LYCEE VICTOR AUGAGNEUR

APRES LE BEPC, FAIRE LE CHOIX DE L'EXCELLENCE

Pour la 9^{ème} année consécutive, Total E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves de nationalités Congolaises seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscription aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique ... etc)


Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 25 mai au 11 juillet 2018 aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire (en face de l'Agence Eclair au centre ville);
- Au Secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de l'airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale;
- Moyennes générales de l'année en cours;
- Bulletins scolaires des classes de 4^{ème} et de 3^{ème} ;
- 1 Copie de l'acte de naissance;
- 2 photos d'identité;
- 1 Certificat de nationalité;

www.cg.total.com
Total Congo
Total E&P Congo
Avenue Raymond Poincaré
B.P. 761 - Pointe-Noire, République du Congo
Tél.: 00 (242) 94 60 00
Fax: 00 (242) 94 68 75

 **DDEPSA**

06 ▶ 07
Août
2018

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La France privilégie les pays européens de l'est par rapport à ceux d'Afrique francophone

Dans son rapport publié en 2014, intitulé « L'énorme potentiel économique de la Francophonie », Jacques Attali invitait la France à transformer l'Organisation internationale de la Francophonie en Union économique francophone, à l'image de l'Union économique européenne.

Un autre rapport, plus récent, commis par le président du Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone, Ilyes Zouari, parcellise l'aide française au développement, sur le plan bilatéral et multilatéral.

On découvre que l'aide française à l'Estonie est de 128 millions d'euros, contre 115 millions d'euros en Tunisie ; celle affectée à la Pologne est de 1,86 milliard d'euros, contre 111 millions d'euros à la RD Congo. La France n'a consacré que 32% de ses aides relevant de la catégorie dite de l'Aide publique au développement à des pays francophones en 2016, selon l'OCDE. C'est aux pays européens de l'Est que Paris consacre l'essentiel de ses budgets d'aide au développement, plutôt qu'aux pays francophones africains. Un choix à contre-courant des intérêts français, indique le rapport.

La France n'enregistre que 3,9% de parts de marché sur l'ensemble des pays européens de l'Est bénéficiaires de son aide, alors qu'elle dispose de parts supérieures dans les pays africains francophones (Tunisie : 15,4% ; Maroc : 13,2% ; Sénégal : 15,9% ; Niger : 28,3%).

L'Afrique francophone représente vingt-cinq pays regroupant 390 millions d'habitants. Pour l'auteur du rapport, « la politique étrangère de la France consiste à financer essentiellement des pays qui continuent à s'orienter systématiquement en premier vers l'Allemagne [...] ce qui revient donc à subventionner l'économie allemande et ses industries. La célèbre expression travailler pour le roi de Prusse semble ainsi être la doctrine de la politique étrangère de la France ».

Le rapport oppose la francophonie au Commonwealth, la France au Royaume-Uni. À l'inverse de Paris, Londres a réduit sa participation à l'aide multilatérale de l'Union européenne, en privilégiant son aide bilatérale, orientée sur les pays de sa zone linguistique. Si la France consacre 32% de ses budgets APD aux pays francophones, Londres en consacre 58% aux pays du Commonwealth. Une dynamique que le Brexit devrait amplifier.

Noël Ndong

SOIRÉE CULTURELLE

D-élise regroupe les acteurs de la culture congolaise



Les artistes pendant le défilé (Adiac)

La maison de couture et du stylisme a organisé, le week-end dernier à Brazzaville, la sixième édition de ses soirées culturelles.

Plusieurs acteurs de la culture congolaise et africaine ont pris part à la cérémonie qui a permis aux amoureux de la culture d'assister à un événement émouvant et riche en prestation. Les artistes ont, quant à eux, exprimé leurs talents de façon approfondie. D Elise fashion est une structure de couture et de mode, créée en 2012 par la jeune congolaise Davina Elisé Mfouema. Selon

les organisateurs, cette activité vise la promotion de la mode nationale. Les tenues avec lesquelles les mannequins ont défilé pendant cette soirée étaient toutes confectionnées au Congo par la maison de couture que dirige Davina.

Au programme, il y a eu de la danse, du chant, de la comédie et un défilé de mode. Le spectacle était digne d'une soirée culturelle grâce à la découverte des jeunes chanteurs et mannequins qui ont suscité l'admiration du public

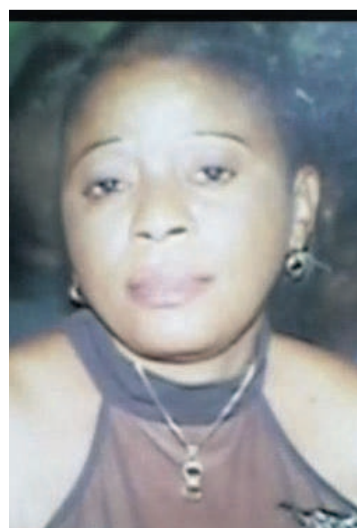
Rude Ngoma

IN MEMORIAM



2 juillet 2013 – 2 juillet 2018, cela fait cinq ans que disparaissent Mme Youdi Dianzinga Angélique et son fils Maixent Karl Nkounkou Youdi. La famille Youdi, Fernand, Aurélie, Udith Flore ne cesseront de remercier sincèrement les parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors de la douloureuse épreuve. Merci pour tout et une pensée profonde pour les êtres chers qui nous ont quittés.

PROGRAMME DES OBSÈQUES D'OLGALÉONIE OKEMBA



Alain Okombi, les familles Okemba Olessa et Ongagna ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur fille Olga Léonie Okemba, agent du Trésor public, service de la Comptabilité, décédée le 22 juin 2018 à Pointe-Noire se présente de la manière suivante:

MARDI 3 JUILLET

9h30 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville (CHU);
10h00 : recueillement au domicile familial sis n°133 de la rue Mbé à Talangaï, réf: arrêt Manguier sur la rue Ndolo;
12h00 : absoute,
14h00 : départ ^ pour le cimetière privé Bouka;
16h00 : fin de la cérémonie.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines

Chemises à rabat



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso
Brazzaville - République du Congo

**INSTITUT
FRANÇAIS**
DU CONGO

CONCOURS DE CHORALES DE BRAZZAVILLE

DU 3 AU 7 JUILLET 2018

MARDI 3 JUILLET - 17H00	MERCREDI 4 JUILLET - 17H00	JEUDI 5 JUILLET - 17H00
Centre Mokondo	Chorale des Aïnés	Les Salomons
Groupe Théâtral Kimbanguiste	Les messagers du Seigneur	Nkembo
Mgr Michel Thiriez	Kisito	Chozeba
Le Rosaire	Saint Pie X	Les Divins
Langues de feu	Echo du désert	Tanga Ni Tanga
Angelus	Chœur Ruktum	Les Zola
La voix des anges	Immaculée Conception	Les Piroguiers du Congo

1 JURY INTERNATIONAL (Allemagne, Bénin, Cameroun, Congo et France),
5 JOURS D'AUDITION, 21 CHORALES EN COMPÉTITION

VENDREDI 6 JUILLET - 17H00 DEMIE FINALE	SAMEDI 7 JUILLET - 17H00 FINALE
LES SIX (6) CHORALES FINALISTES	LES TROIS (3) CHORALES GAGNANTES

Remise de prix AIRTEL TRACE GOSPEL

TARIF UNIQUE : 1000 F CFA / SOIRÉE



58^e ANNIVERSAIRE DE LA RDC

Le Dr Denis Mukwege invite à lutter pour libérer le pays

Pour remédier à la crise politique présente, le médecin gynécologue affirme que la solution ne se trouve pas dans des élections qu'il estime falsifiées d'avance mais plutôt dans la lutte pacifique pour la libération totale du pays.

C'est un appel à la mobilisation générale qu'a lancé, le 1er juillet, le Dr Denis Mukwege, en marge de la célébration du 58^e anniversaire de l'indépendance de l'ex-Congo belge. Dans un message laconique, le gynécologue congolais laisse transparaître une certaine révolte par rapport à l'évolution politique de son pays qui, selon lui, n'augure rien de bon. Il n'accorde aucun crédit aux prochains scrutins attendus au mois de décembre qu'il estime truqués d'avance. Dans ce message publié sur le site de sa clinique de Panzi (Bukavu), Denis Mukwege se dit pessimiste quant à la suite du processus électoral. Il demande aux Congolais de mettre une croix sur les élections du 23 décembre « dont on sait d'avance qu'elles seront falsifiées ».

Pour le lauréat du Prix Sakharov de la liberté de pensée 2014, il est temps que le peuple congolais qui vit « un véritable esclavage mo-

derne » lutte pacifiquement pour la libération totale de son pays. Telle est la solution qu'il propose, quitte à s'occuper plus tard de l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes. « L'article 64 de notre Constitution nous convie tous à s'opposer à toute prise de pouvoir par la force et de lutter pour notre libération. Celle-ci ne se fera ni par nos voisins ni par nos amis lointains et encore moins par la communauté internationale, c'est par nous-mêmes. Aucun peuple n'a jamais été libéré par un autre. L'histoire du MPLA en Angola est assez éloquente. Et aujourd'hui, l'Angola va bien; mieux que le Congo », a soutenu le gynécologue. Il a ajouté: « Nous sommes une génération qui a trahi le sang versé. Nous avons craché sur le visage de nos pères qui, eux, ont aimé ce pays et ont cru en lui ». Sur un autre registre, le Dr Denis Mukwege demande au peuple congolais de réclamer,



Denis Mukwege

entre autres, son droit à se faire soigner dans des hôpitaux équipés et par un personnel qualifié. Décrivant la situation sanitaire catastrophique dans laquelle vit le pays avec, à la clé, des « équipements qui remontent à l'époque coloniale », le médecin-directeur de l'hôpital de Mpanzi a dénoncé le fait que malgré les immenses ressources du pays, les structures de santé soient en déliquescence.

« Même les cadavres dans nos morgues se décomposent au vu et au su de tout le monde sans prise en charge », a-t-il révélé. Et de conclure en ces termes: « Révons ensemble de l'avènement du jour où avec nos pères de l'indépendance nous pouvons nous réjouir d'être enfin libres; révons ensemble de l'avènement du jour où nous retrouverons notre grandeur; révons ensemble du jour

où notre humiliation prendra fin. En ce jour-là, nous apporterons notre contribution pour la prospérité tant régionale qu'internationale. Sans l'esprit de revanche, nous travaillerons au bien commun de toutes les régions qui nous entourent. Et alors seulement, nous laverons l'affront que nous avons fait subir à nos pères que nous avons trahis ».

Alain Diasso

BRUXELLES

Inauguration du square Patrice-Lumumba

Le dévoilement de la plaque portant le nom de l'ancien Premier ministre congolais a eu lieu le 30 juin, en présence de son fils, Roland Lumumba; de Jacqueline Mpolo, fille aînée de Maurice Mpolo; et d'Auguste Okito, fils de Joseph Okito, les deux personnalités assassinées en même temps que le héros congolais.

L'événement a réuni de nombreux membres de la diaspora congolaise ainsi que des Belges dans la nouvelle place située tout juste à l'entrée du célèbre quartier Matonge. Sous un soleil estival, les discours se sont enchaînés, rappelant le combat mené par différentes associations (Change ASBL, Collectif mémoire coloniale et Lutte contre les discriminations, etc.) pour l'avènement de cette place ainsi que la valeur symbolique qu'elle représente pour la communauté congolaise de Belgique et pour certains Belges. « L'histoire du Congo est ici et là-bas et il faut que cette histoire devienne beaucoup plus visible que cette simple plaque. Ce carrefour nous appelle à des actions de longue durée et des actions en profondeur », a fait savoir



le Pr Elikya Mbokolo. Jacqueline Mpolo, âgée de 7 ans à la mort de son père, a brossé un bref portrait de ce dernier, indiquant qu'il ne militait pas contre la Belgique mais luttait plutôt pour l'instauration de la justice.

Pour sa part, Roland Lumumba a exprimé sa gratitude et sa satisfaction à la suite de l'inauguration de la nouvelle place Lumumba. Pour le fils

de l'ancien Premier ministre de la RDC, cette réconciliation était attendue depuis qu'en 2001, le gouvernement belge, après une enquête parlementaire, a eu le courage de reconnaître sa responsabilité dans son assassinat. Il a aussi rappelé que Patrice Lumumba a été proclamé héros national dans son pays à trois reprises : en 1966 par celui qui l'avait trahi, à sa-

voir Joseph-Désiré Mobutu, en 1992 à la Conférence nationale souveraine et en 2001 par l'Assemblée constituante et législative. « Parmi l'une des choses qui met les Congolais d'accord, c'est la place de Lumumba dans leur cœur. Nous voulons que ça soit une nouvelle page. Lumumba n'était pas un anti-Belge mais il aimait plus le Congo, Il a

fait ce que la Belgique a fait quand elle était occupée. Il a essayé de se libérer. Nous espérons que c'est un début pour de nouvelles relations futures. Nos deux pays se connaissent depuis plus d'un siècle. C'est une nouvelle amitié qui se crée. Cette place n'est pas une finalité. Nous espérons plus de relations entre le peuple congolais et le peuple belge. Pas uniquement entre le gouvernement congolais et le gouvernement belge », a déclaré Roland Lumumba.

Controverse autour de la présence de la statue itinérante

L'événement du 30 juin était consacré au dévoilement de la plaque de la nouvelle place Lumumba. Aucune statue de l'ancien Premier ministre congolais n'est située sur cette place. L'œuvre exposée lors de l'inauguration de la nouvelle place est une sculpture itinérante réalisée par l'artiste congolaise, Rhode Bath-Schéba Makoumbou, et n'a pas vocation à rester sur la place. Une statue pouvant supporter les intempéries sera réalisée ultérieurement.

Patrick Ndongidi

ŒUVRE CARITATIVE

Jeunesse en chaîne pour le développement ouvre un centre de formation à Lemba

La structure aura comme mission de former et d'encadrer les adolescentes, plus particulièrement celles issues des milieux défavorisés, en vue de leur apprendre un métier et de leur permettre d'apporter leur pierre au développement de la société.

Le centre de formation au bénéfice de la jeunesse sera

congrégation de l'immaculée conception.

Ce centre, projet du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), prévoit des formations en cuisine améliorée, coupe et couture, esthétique, informatique, langues (anglais, espagnol et français) ainsi que l'alphabétisation. Sa mission est d'aider les adolescentes à sortir d'une vie marquée par le dénuement

certaines exigences de la vie et de contribuer au développement de la société.

La Jeunesse en chaîne pour le développement, qui relève les morts de certaines jeunes à cause du manque d'éducation, des moyens financiers, etc., estime qu'en ouvrant ce centre, elle éviterait à des nombreux jeunes ce destin tragique.

Une œuvre caritative qui attend des soutiens

L'ouverture de ce centre entre dans le cadre du volet éducation non formelle de l'initiative « Kitumaini » développée par le Fnuap. Celle-ci vise à contribuer à la formation professionnelle ainsi qu'à la réinsertion socio-économique des adolescentes qui n'ont pas suivi le cursus formel de l'éducation, du fait d'une grossesse non désirée, d'un mariage précoce et/ou de manque des moyens.

Pour atteindre ses objectifs, ce centre attend des apports des âmes sensibles. Ce soutien devra permettre à cette œuvre naissante de s'équiper et de fonctionner car, à la fin de la formation, le projet prévoit de doter chaque finaliste d'un kit lui permettant de se lancer dans la vie grâce au métier appris. C'est donc pour fonctionner et assurer cette réinsertion sociale que le centre attend un soutien de la part des parents, des autorités civiles et politiques, des



Une apprenante/photo Fnuap

assistants et travailleurs sociaux, des ONG nationales et internationales ainsi que de toutes les personnes de bonne volonté.

La JCD, note-t-on, qui est le fruit de la Congrégation des Filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul et Sainte Louise de Marillac (une organisation internationale des sœurs fondée en 1633 à Paris, en France), est une association des jeunes filles et garçons ayant la passion de contribuer de leurs talents et aptitudes

pour le développement de tous. Alors que l'initiative Kitumaini, espoir en français, qui va dans le sens de « ne laissez personne derrière », est un programme développé par le FNUAP et vise à permettre à des milliers d'adolescents congolais d'accéder à une éducation sexuelle complète, de développer des compétences de vie courante et d'accéder à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité et adaptés à leurs besoins.

Lucien Dianzenza



Un centre de formation dans le cadre de l'initiative Tumaini/photo Fnuap

inauguré le mercredi 4 juillet. Il est installé dans l'enceinte du collège sœur Anna-Fiorelli, dans la commune de Lemba, une école des sœurs de la

total, les exposant à tous les maux imaginables. Le centre ambitionne, en effet, de leur apprendre les métiers afin de leur permettre de se procurer

MALNUTRITION DES ENFANTS DANS LE KASAÏ

Les évêques tirent la sonnette d'alarme

Les évêques catholiques de la province ont lancé, le 29 juin à Kinshasa, un appel pour une intervention humanitaire urgente, au sortir de leur 55e assemblée générale.

L'évêque de Luiza craint que la saison sèche n'aggrave la situation. « Dans le diocèse de Luiza, tout le mois de mai, je l'ai consacré à la visite des paroisses, des villages, surtout des lieux où il y avait eu des violences. Ce que j'ai constaté, ça fait souffrir. Des scènes d'enfants malnutris, des femmes allaitantes kwashiorkorées et vous vous demandez comment elles sont en train de prendre en charge des enfants. C'est ainsi qu'on a lancé ce cri d'alarme pour demander un secours urgent. Nous sommes pendant la saison sèche, on ne peut plus compter sur les fruits, il ne pleut pas, il n'y a pas de légumes comme pendant la sai-

son des pluies. Si on n'intervient pas, nous allons perdre beaucoup d'enfants », a alerté Mgr Félicien Muanama.

L'archidiocèse de Kananga ainsi que les diocèses de Luiza, Luebo et une partie de Mweka, dans le Kasai, sont confrontés, depuis la fin des hostilités provoquées par le phénomène Kamuina Nsapu, à une malnutrition sévère. Les faits sont si graves que certains évêques ont diligenté des enquêtes que mènent les religieuses et les curés de leurs paroisses. « Ce phénomène est visible dans les territoires de Dibaya, Dimbelenge, dans la ville de Kananga ainsi que le territoire de Kazumba, à cheval sur les diocèses de Luiza et Luebo. À Kananga, plusieurs paroisses recueillent des enfants malnutris », a indiqué le 29 juin, Mgr Marcel Madila, archevêque de Kananga. Il plaide pour « une intervention assez rapide et massive ».

Blandine Lusimana

LINAFOOT/PLAY-OFF

Duel au sommet entre Mazembe et V.Club

Le titre de la 23^e édition du championnat national de football se joue désormais entre le club de Lubumbashi, actuel leader, et celui de Kinshasa, son poursuivant direct, qui est à trois longueurs, mais avec deux matchs en retard.

On tend vers la fin du Play-Off de la 23^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Et les tendances au classement se précisent déjà au regard des résultats de derniers matchs, avec surtout la course pour le titre entre le TP Mazembe de Lubumbashi et l'AS V.Club de Kinshasa bien lancée avec son « opération trois points » (gagner les trois points à chaque match jusqu'à la fin du championnat).

Le 1^{er} juillet, dans son stade de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, le TP Mazembe a assuré un très précieux service minimum face au Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa. Un but à zéro, tel a été le score final de cette

rencontre comptant pour la 20^e journée. Le maestro zambien des Corbeaux, Rainford Kalaba, a inscrit l'unique but de la partie à la 17^e mn, sur une passe décisive de l'insubable Trésor Mputu Mabi.

Au stade des Martyrs, l'AS V.Club a largement battu l'AS Maniema Union par quatre buts à zéro avec un triplé de Jean-Marc Makusu et un but de l'expérimenté Yves Diba Ilunga à la 87^e mn, sur une passe décisive de Makusu. Ce dernier, Notons-le, a totalisé vingt buts, étant à une longueur de Ben Malango de Mazembe qui en a inscrit vingt et un. En premier match, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi a dominé la formation locale d'AC Rangers par un but à zéro. Buteur-maison des Anges et Saints du Kasai Oriental, Lusiel Mande a inscrit l'unique but de la partie.

Classement

Au classement, Mazembe est premier avec cinquante points en vingt et un matchs livrés et un goal différence de

+21. V.Club est deuxième avec quarante-sept points en dix-neuf matchs pour un goal différence de +39. Sanga Balende se retrouve à la troisième position avec quarante-trois points pour dix-neuf matchs joués et un goal différence de +28. DCMP occupe la quatrième position avec trente-huit points en dix-huit matchs livrés et un goal average de +24, devant Lupopo qui compte trente-huit points en dix-neuf matchs joués et un goal average de +7. Dans la suite du classement, on note à la sixième place Maniema Union (trente points en vingt matchs), CS Don Bosco (vingt et un points en dix-huit matchs), Mont Bleu (dix-huit points en dix-huit matchs), AC Rangers (onze points, seize matchs). L'AS Dragons/Bilima est dixième avec dix points engrangés au terme de dix-neuf matchs. La Jeunesse sportive Groupe Bazano (dix points, vingt matchs) et l'AS Dauphin noir (neuf points en dix-huit matchs) clôturent le classement provisoire du Play-Off.

Martin Engimo

DIOSSO

Veuves et orphelins édifiés sur leurs droits

La cité royale de Mâ-Loango, dans le département du Kouilou, a célébré le 30 juin en différé la Journée internationale de la veuve et de l'orphelin organisée par le Groupe de réflexion contre les violences fondées sur le genre que dirige, Jessica Mamoni Goma, procureure de la République près du tribunal pour enfants dans l'objectif d'instruire les veuves et les orphelins de cette contrée sur leurs droits et les informer des voies de recours.

L'activité a été organisée par le Groupe de réflexion contre les violences fondées sur le genre que dirige Jessica Mamoni Goma, procureure de la République près le tribunal pour enfants. L'objectif était d'instruire les veuves et les orphelins de Diosso sur leurs droits et les informer des voies de recours possibles.

La cérémonie a donné lieu à une causerie-débat animée par les femmes juristes du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire et de la Cour d'appel en vue de recueillir les témoignages des femmes sur le veuvage en milieu rural et sur la succession après le décès de l'époux. L'activité s'est dé-



La photo de famille des membres de l'association et les veuves de Diosso (Adiac)

roulée à l'esplanade du musée Mâ-Loango, à près de 100 m de la résidence royale. Tout a commencé par un cérémonial de sollicitation des lieux auprès des ancêtres.

Le nouveau chef du village de Diosso a souhaité la bienvenue à ses hôtes avant la présentation de la situation du veuvage en milieu rural par le conservateur adjoint du musée de Ma-Loango, M. Taty. D'après lui, les veuves subissent des exactions à la suite du décès de leurs époux. Certainement par ignorance de leurs droits, la majorité pense que pendant la veillée, tout se passe bien

même quand elle dort sur une natte, a droit à un seul repas, se déplace avec un couteau, ne regarde pas un homme. Tout le calvaire commence après l'enterrement : la veuve est abandonnée avec ses enfants par la belle-famille, parfois expulsée de la maison laissée par son ex-époux par les cousins, sœurs ou frères, la parcelle est vendue, pas de pension ni de capital décès. Elle est forcée à se remarier avec le cadet ou cousin de son défunt mari. Des témoignages poignants exprimés en public qui ont soulagé tant soit peu la peine des veuves et des orphelins par l'annonce

des voies de recours.

Satisfaite des échanges avec ces femmes et orphelins du milieu rural, Jessica Mamoni Goma a indiqué que les objectifs sont atteints. « Notre premier objectif était de se rapprocher de la population rurale et, ensuite, de passer un message, leur montrer que même si on est en zone rurale, les lois qui s'appliquent pour les femmes qui sont en zone urbaine s'appliquent aussi pour celles qui sont en zone rurale. Nous sommes contentes, parce qu'on a pu leur expliquer cela », s'est réjouie la présidente du groupe de réflexion, qui a toutefois souligné la nécessité d'une seconde rencontre. « Nous sommes convaincus qu'au regard des questions posées, tout n'a pas été forcément bien compris mais nous comptons revenir, parce que l'objectif est de poursuivre cet intérêt qui a été manifesté aujourd'hui. On a vu que les femmes, les enfants et même les hommes veulent connaître leur droits », a-t-elle ajouté.

Compte tenu de l'intérêt manifesté par la population, ce groupe de réflexion entend créer une cellule pour favoriser sa compréhension sur ses droits et la possibilité de saisir les juridictions compé-

tentes pour les réclamer en cas d'abus. « Nous envisageons créer une cellule qui pourra être comme un lien privilégié entre nous et la population. C'est la première chose, parce que tout le monde n'a pas la possibilité de venir jusqu'à Pointe-Noire. Nous allons tout faire pour continuer à défendre cet intérêt », a-t-elle poursuivi.

La vulgarisation des textes s'impose

L'oratrice a indiqué que si la loi concernant la protection de l'enfant attend les textes d'application, les textes qui protègent la veuve et l'orphelin sont vieux. « C'est le premier aspect et le deuxième aspect, nous avons des textes qui ne sont pas connus. Donc, entre autres objectifs que nous avons, c'est de vulgariser ces textes et penser à leur application pour montrer que ces mêmes lois sont applicables en ville que dans les zones rurales », a-t-elle martelé. De son côté, le premier président de la Cours d'appel de Pointe-Noire, Sylvie Tchigniumba, a appelé les femmes de Diosso à se lever pour mettre fin aux exactions que subissent les veuves et les orphelins, en mettant en application les textes qui les protègent.

Charlem Léa Legnoki

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Savoie-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
logiciel@lesdepêchesdebrazzaville.fr



DÉCORATION

Le général Jean Olessongo Ondaye élevé au rang de chevalier de la légion d'honneur française

La cérémonie de port de la croix au commandant de zone militaire de Défense n° 1 a eu lieu le 30 juin, en présence des autorités militaires et civiles nationales des départements de Pointe-Noire et du Kouilou ainsi que celles de la République Française.

Dans son mot de circonstance, le colonel Christian Piot, attaché de défense près l'ambassade de France en République du Congo, a expliqué que la croix de chevalier de la légion d'honneur est la juste sanction d'un parcours singulier. En la remettant au général Jean Olessongo Ondaye, cela traduit la vraie reconnaissance du rôle qu'il joue dans la relation d'amitié et de coopération entre les deux pays sur le plan militaire. C'est surtout son engagement au profit de la coopération militaire, de l'accueil et du soutien que ce dernier accorde à chaque bâtiment de la marine française qui fait escale à Pointe-Noire, une escale prisée et bien connue de tous les marins français. « Je veux évoquer aussi le niveau ex-



Le colonel Christian Piot décore le général Jean Olessongo Ondaye

cellent de la coopération entre l'armée française et les Forces armées congolaises dans votre zone de responsabilité. J'ai pu mesurer depuis deux ans maintenant à quel point vous êtes mobilisé et avez mobilisé l'ensemble des forces armées sous vos ordres, notamment la marine, pour que les exercices conjoints et les périodes de formation se déroulent dans les meilleures conditions possibles. Vous en êtes le principal artisan. Pour l'ensemble de ces

mérites éminents et au regard de votre apport au développement d'une relation de coopération militaire et de défense fructueuse et amicale entre la France et le Congo, général de brigade Jean Olessongo Ondaye, au nom du président de la République, nous vous faisons chevalier de la légion d'honneur », a-t-il déclaré.

Pour sa part, Jean-Luc Delvert, consul général de France à Pointe-Noire, a vu à travers cette décoration un magnifique sym-

bole de ce que sont des liens entre le Congo et la France. « Vous êtes un homme droit, dont émanent une force et une autorité naturelle, qui inspirent d'emblée le plus grand respect. Aux yeux de tous, votre loyauté aux principes et aux valeurs de votre pays est incontestable, comme celle à l'homme qui dirige ce pays et que vous avez servi pendant tant d'années. Grace à vous, mon général, cette ville de Pointe-Noire, stratégique pour le pays tout entier, est un lieu sûr... », a-t-il indiqué.

Remerciant le président français, Emmanuel Macron, et l'ensemble des autorités françaises pour cette distinction, le général Jean Olessongo Ondaye a dédié sa distinction au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour tout ce qu'il a fait pour lui. « Je suis donc à juste titre très honoré de l'obtention de cette décoration qui, par ailleurs, récompense nos efforts dans le maintien de la paix aussi bien à Pointe-Noire qu'au Kouilou, conformément à la feuille de route que nous avait délivrée le chef de l'État en nous confiant

le commandement de la zone militaire de défense n°1. Je voudrais que toute la force publique territoriale se reconnaisse à travers cet acte de la France... », a signifié le général.

Initialement créée pour décorer des militaires et civils français ayant servi la nation, la légion d'honneur française est une décoration suprême qui peut être attribuée à des citoyens étrangers de façon rapide sous certaines conditions. Elle constitue la plus haute des distinctions françaises initiées en 1802 par Napoléon Bonaparte. Son objectif était d'établir un nouveau système de récompenses fondé sur le mérite individuel et de créer un ordre rassemblant des individus ayant oeuvré pour la nation. La décoration d'un citoyen par la légion d'honneur lui permet de devenir membre de cet ordre national dont le grand maître est le président de la République Française. Cette distinction récompense les « mérites éminents acquis au service de la nation » soit à titre civil, soit sous les armes.

Faustin Akono et Séverin Ibara

LITTÉRATURE

Lancement des matinées de poésie sur musique

L'activité initiée par la direction départementale du Livre et de la lecture publique de Pointe-Noire s'est tenue, le 30 juin à « Sous les paillottes », site culturel situé à Kofoli, dans l'arrondissement 5 Mongo Mpoukou.

La première édition des matinées de poésie sur musique (Mapoémuse) a réuni de nombreux auteurs de la place. Elle a été organisée en partenariat avec le Consortium FMK-Mama-CMRC. Évoquant le concept de Mapoémuse, Alphonse Nkala, directeur départemental du Livre et de la lecture de Pointe-Noire, a expliqué : « Il s'agit de réunir des écrivains, connus et non connus, autour de leurs œuvres. Chacun vient déclamer un extrait de texte ou un texte entier sur fond de musique ». Ce concept, a-t-il indiqué, est une manière de célébrer le livre et de faire connaître les auteurs de la ville océane.

Pour cette première expérience, c'est l'anthologie « Ecrire à Pointe-Noire » qui a été mise à l'honneur avec ses auteurs qui ont déclamé, tour à tour, leurs textes (poésie, nouvelle et conte) sur fond musical, devant un public attentif. Il s'agit de Georges Mavouba Sokate Mavouba, Huguette Nganga Massanga, Hugues Éta, Ongali Lembili, Xavier Dianga et Alphonse Nkala. Une nouvelle de la doyenne Aimée Mambou Gnali, intitulée « Le test », a été déclamée par Darling Yeda Amadeus Makaya, présidente du Consortium FMK-Ma-

ma-CMRC.

Parmi les auteurs qui ont participé à l'activité, il y a eu Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah avec un extrait de son nouveau livre « L'ailleurs » et Nicole Mballa-Mikolo avec son texte « Hugo Boss ». Le jeune écrivain Ollivier Lincoln Batheas-Mollomb, venu de Brazzaville, a présenté un extrait de son premier livre « Stop au gaspillage des jeunes » pendant qu'un autre jeune, Sten Sture Loubassou, a proposé deux de ses poèmes.

Cette première matinée a été un moment de littérature mais aussi de découverte de certains talents ca-



Une vue des écrivains/credit photo Adiac

chés qui ont fini par se dévoiler sous la pression de la beauté des mots et de l'inspiration, le cas du journaliste Roger Telo. « En vivant ces moments, il y a ceux qui ont écrit des textes, séance tenante, et les ont déclamés. Nous pouvons dire que pour une première expérience, c'est une réussite. Cela a été une belle matinée et nous sommes très satisfaits. Les in-

conditionnels de la littérature ont répondu présents à l'activité malgré le grand rendez-vous de la Coupe du monde, notamment le match France-Argentine », s'est réjoui Alphonse Nkala.

L'animation musicale a été assurée par le groupe de rap Collectif Ba Yaya qui a proposé trois de ses compositions sur l'insalubrité, la vie et la femme africaine qui doit préserver sa belle peau. La matinée a aussi été agrémentée par le jeu « écriture automatique » (des écrivains surréalistes français) ainsi que des démonstrations des mannequins du Consortium



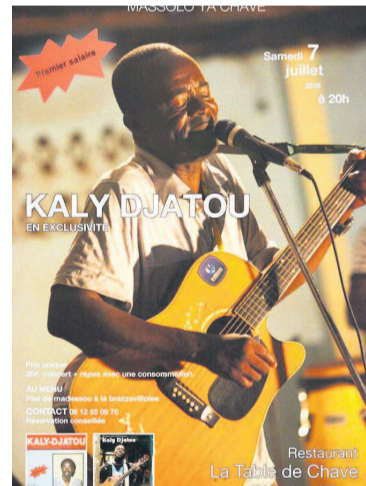
FMK-Mama-CMRC. Signalons que cette première matinée marque aussi le lancement de la saison culturelle de cette organisation, une structure médiatrice interculturelle qui regroupe la Fondation Mamy-Claudia, l'Association mama et le Comité d'organisation de l'élection Miss Ronde Congo dont la première édition aura le 13 juillet, dans la ville océane.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE

Kaly Djatou renoue avec la scène

Victime d'un accident cardio-vasculaire il y a un peu plus de deux ans, l'artiste musicien s'est remis à chanter et à gratter sa guitare. Il se produira le 7 juillet, à la Table de Chave à Marseille, en France, lors d'un concert dénommé Massolo ya Chave.



Kaly Djatou a choisi Marseille pour son come-back, une ville dans laquelle qu'il a enregistré son dernier album produit par la Compagnie Africa Graffitis, en 2010, et qui contient des titres comme « Corbeille ya ba baisers », « Zoubakela », « Le safoutier », « Meno », « Maman », Saint Pierre, « Mutombo », « Ta Ndoko na Ta Bwimi »...

« Cette prestation sera l'occasion de démontrer que j'ai domestiqué la maladie. Je chante normalement avec la même couleur vocale. Ça sera des vraies retrouvailles à Marseille, première ville française où j'ai déjà joué il y a huit ans de cela. Ça sera une ambiance équatoriale », a-t-il dit.

De son vrai nom Maurice Kouidia-

tu, Kaly Djatou, également connu sous le pseudonyme de « Premier salaire », son premier album sorti en 1984 qui l'a consacré révélation congolaise, n'a pas été soutenu par ses parents qui s'opposaient à sa carrière musicale. Son avenir était dans les études, disaient-ils. Cet ancien étudiant de l'université Marien-Ngouabi a continué à gratter sa guitare, bien qu'il soit devenu plus tard enseignant d'histoire-géographie. Arrivé à Pointe-Noire dans les années 2000, sa voix tonique et ses envolées lyriques ont continué à résonner au Cercle culturel pour enfants, à l'Espace Yaro, à l'Institut français, au bar musical le Taps, etc.

Son talent l'a conduit à Tripoli, en Libye, en 2006, au sortir de la célébration du 10e anniversaire du festival Malaki mâ Kongo à Pointe-Noire en 2004. Puis, en 2010, Kaly Djatou a participé à Marseille au festival Retour au Mbongui organisé par la compagnie Africa Graffitis. Ce concert marque son grand retour sur scène après une longue période d'absence. Le public va à nouveau se délecter des titres comme « Premier salaire », « Demain Kizamen », « Sabine », « Misère », « Ordonnance », « Simba Simba » Djiy dia kizengui...

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

L'équipe de Diabes noirs corrige l'AC Léopards

Les Fauves du Niari ont été laminés par les Diablotins 0-6, le 1^{er} juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville, lors du choc au sommet de la 18^e journée. Les Diablotins conservent leur fauteuil de leader avec quarante-quatre points, soit un de plus que l'AS Otoho qui a assuré le minimum devant V Club Mokanda.

Les Diabes noirs ont débuté le derby sous les chapeaux de roue en ouvrant rapidement le score dès la première minute, sur un but contre son camp de l'un des défenseurs des Léopards sur le centre d'Ondzani. A peine le temps de remettre le ballon en jeu, les Fauves du Niari ont encaissé un deuxième but, une œuvre de son ancien joueur Kader Bidimbou. Il a récidivé à la 5^e mn pour le troisième but des jaune et noir, les Léopards ne sachant plus comment lutter face à une telle formation. Une situation qui a profité aux attaquants des Diabes noirs, notamment à Amour Loussoukou, Beni Makouana et Eric Yema qui ont brillé eux aussi aux 20^e, 28^e et 71^e mn. C'est la plus lourde défaite concédée par l'AC Léopards ces dix dernières années. Il faut repartir dans les années d'avant Rémy Ayayos Ikounga pour exhumer les vieux souvenirs : la défaite

0-8 infligée à l'AC Léopards. Ce qui revient à dire que la retraite sportive du colonel Rémy Ayayos Ikounga a désarmé les vert et blanc. Battus, les Fauves du Niari sont maintenant distancés de quatre unités par l'AS Otoho

qui s'est accrochée à la deuxième place grâce à sa victoire 1-0 sur V Club Mokanda. La Mancha a conservé sa troisième place en étrillant Tongo FC 5-0. Guy Mbenza a inscrit un doublé. L'AS Cheminots, malgré sa défaite 0-1 face à Nico-Nicoyé, a gardé sa cinquième place d'autant plus que l'Etoile du Congo et le Cara ont fait jeu égal 1-1 dans le second choc de cette

18^e journée. La Jeunesse sportive de Talangaï (JST) a elle aussi manqué l'occasion de dépasser l'Etoile du Congo au classement provisoire. Elle a courbé l'échine 0-1 face à Patronage Sainte-Anne. L'Interclub se classe actuellement dixième grâce à sa courte victoire 1-0 sur la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP). Le FC Kondzo a dominé Saint-Michel de Ouenzé (SMO) 3-0. Il

revient à la hauteur de son adversaire (douze points) mais avec une différence de buts défavorable (-13 pour SMO contre -15 pour Kondzo).

Le programme de la 19^e journée

La 19^e journée débute ce mardi. Au stade Alphonse-Massamba-Débat, le FC Kondzo affronte la JSP (dix-huit points) et en seconde rencontre l'Interclub (vingt points-4) va se mesurer à l'Etoile du Congo (vingt-six points). A Pointe-Noire, Nico-Nicoyé (10 points) accueille Tongo FC (23 points). Le mercredi, à Brazzaville, SMO recevra l'AS Otoho (quarante-trois points) avant Cara (vingt-huit points) -V Club Mokanda (dix-neuf points). La JST (vingt-quatre points) sera reçue à Pointe-Noire par l'AS Cheminots (vingt-neuf points) puis en seconde explication, La Mancha (trente-huit points) accueillera les Diabes noirs. A Madingou, l'AC Léopards (trente-neuf points) sera aux prises à Patronage Sainte-Anne (vingt points-9)

James Golden Eloué



Les Diabes noirs/Adiac

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Le Salon 2018 du Fancy food show se ferme le 4 juillet

L'une des plus grandes vitrines de l'agroalimentaire, révélatrice des tendances, est ouverte à New York, aux Etats-Unis, depuis le 30 juin. Petit tour d'horizon.

Au Pavillon France, appuyé par Business France Amérique du Nord, implanté à Atlanta, Chicago, New York, Détroit, Houston et San Francisco, ainsi qu'au Canada à Montréal, Toronto et Vancouver, des exposants de renom ont effectué le déplacement pour présenter les produits du terroir

français et de leurs partenaires à l'étranger.

Hébergé dans ce pavillon, le stand de la société congolaise Eco-Oil présente la margarine, l'huile d'arachide de Kayes et l'huile végétale et de palme, fruits de la reprise officielle des activités économiques du pal-

mier à huile à Mokéko, dans le département de la Sangha, et à Etoumbi, dans la Cuvette ouest. A ce jour, tous ces produits sont fabriqués au Congo. Il s'agit de les rendre visibles et disponibles afin de permettre aux Congolais de consommer local, selon la volonté de son président directeur général, Claude-Wilfrid Etoke. De même, il justifie ces efforts comme étant «une bonne façon de renouer avec le travail de la terre et donner les gages d'une

alternative hors pétrole dans ces moments de diversification de l'économie congolaise».

A proximité du Pavillon France, celui de la Tunisie, pour sa onzième participation à ce salon. Cette année, vingt-neuf entreprises exposent avec, pour seul objectif, de promouvoir les différents produits phares de leur pays. Parmi celles-ci, on compte dix-sept productrices de l'huile d'olive conditionnée. Elles sont venues avec l'ambition d'obtenir

une visibilité en général mais plus particulièrement, renforcer la capacité à l'export vers les Etats Unis, leur première destination.

En parcourant ce grand supermarché où les visiteurs, les yeux rivés parallèlement sur les écrans géants de télévision pour suivre les matches de la Coupe du monde Russie 2018, goûtent les mets, de stand en stand, sans déboursier un seul dollar, il y a aussi la présence du Pérou, de l'Italie, de la Grèce ou du Mexique. A leur disposition, sur les étals de près de deux mille quatre cents exposants venus de cinquante pays et régions, ils trouvent des produits aussi variés que confiseries, fromage, café, snacks, épices, ethniques, naturels, biologiques et plus encore.

Aux attractions de cette vitrine s'ajoutent également de nombreuses conférences sur des thèmes divers, une offre de programmes éducatifs haut de gamme. De véritables connexions s'établissent entre les acheteurs et les vendeurs.

Les us et coutumes de l'agroalimentaire du futur se dessinent, entre autres, sous nos yeux.

De Marie Alfred Ngoma à New York



The Summer Fancy Food Show 2018 à New York Pavillons de France et Tunisie Crédit photo : Marie Alfred Ngoma